

Revue de presse du Mali

01.05 – 15.05.2023

Bienvenue sur la revue de presse bi-hebdomadaire de Konrad-Adenauer-Stiftung sur le Mali

La revue de presse bi-hebdomadaire a pour but d'explorer et de vous tenir informé sur la situation au Mali et sur des questions sélectionnées relatives à la politique, à l'économie et à la société.

Contenu

- **OPINION** : « Il y a longtemps que l'on a cessé de prêter attention à des choses qui nous concernent ...et pourtant... »

- **Systeme politique malien** : Grand oublié des réformes politiques et institutionnelles

- **PAREM** : Des résultats prometteurs pour des élections sans faille

OPINION :

« Il y a longtemps que l'on a cessé de prêter attention à des choses qui nous concernent ...et pourtant... »

Les lieux de détention extrajudiciaire et arbitraire se multiplient de nos jours, au fur et à mesure que croît le niveau d'inobservation intolérable des droits et libertés individuelles et collectives.

Les arrestations, les enlèvements, les tueries de gens opposés et/ou opposants sont faits dans nos pays, de jour comme de nuit, au vu et su de tous, composante d'une opinion médusée, dépitée, apeurée et partagée entre l'envie de se taire et, la détermination de ne pas contrarier un sentiment d'amour patriotique, signe évident et implacable de soutien d'un régime, d'un parti, d'un homme et d'une clique au pouvoir...

acte de patriotisme nationaliste exacerbé et...le devoir de dénoncer ce qui est humainement inadmissible et, insupportable non seulement pour soi, mais également et infailliblement pour son prochain aussi.

La conscience humaine qui habite nos corps de citoyens a décidé de nous quitter, pour de bon. Dans notre monde, les vaillants Défenseurs des droits sont devenus sourds et muets. Les sons de la charte des droits de l'homme et des peuples s'écrit en l'envers et se lit à l'endroit.

Les micros des radios sont à la renverse, les viscères obscurcis des caméras de la télévision publique ne transmettant plus que des images floues, des moments de gloire, d'une armée montant en puissance... des sons, des lumières et des images d'une réalité brumeuse et brisée...

Les plumes des écrivains n'ont plus d'encre et les stylos ne glissent plus sur des feuilles noircies de stupeur. Point de missive et la «si longue lettre » n'aura pas d'échos ici, Moussa KONATE est mort, Thierno MONENNEMBO n'a plus ses lunettes pour regarder à sa suite, et Wole SOYINKA n'est pas là pour nous compter « La Mort et l'Écuyer du roi ».

Le droit a décidé de quitter ses hommes, les laissant orphelins des principes juridiques appris depuis les temps immémoriaux. La justice et Thémis, soutiens de l'inacceptable, choisissent désormais leurs cibles.

Et les juges, devenus spectateurs d'enterrements incessants de cadavres, morts au goulag sans nom, mais traînés à dos d'âne, dans des cortèges funèbres, sans autres accompagnants ni accompagnateurs que les bêtes qui tirent les brancards réservés aux morts...

puisque chaque accompagnant devant composer le cortège funèbre préfère attendre paisiblement son tour, plutôt que de rester dans la file...

pour rejoindre sa tombe, devenue le seul lieu privilégié, pour entamer la causette avec son voisin...en toute sécurité et assurance

Bonne journée de la presse et bonne fête de travail pour ceux qui sont encore en vie et, libres d'aller et venir ...libres d'exprimer leurs opinions.

Mamadou KONATE
Source : Malikilé

SYSTEME POLITIQUE MALIEN :

Grand oublié des réformes politiques et institutionnelles

La période de transition en cours peut être considérée à la fois comme le moment idoine de faire le diagnostic des principaux maux du pays et d'en apporter les remèdes.

Les coups d'état qu'a connus le Mali sont les conséquences d'une mauvaise gouvernance à toutes les échelles mais aussi d'un système politique inadéquat. Les gouvernements successifs n'ont pas fait ce travail tellement important d'adopter un système qui correspond aux réalités du pays, tout en s'inspirant de modèles de réussite sous d'autres cieux.

Au lieu de cela, l'élite gouvernante s'est enfermée dans un cycle de paresse intellectuelle, se contentant de faire du copier-coller, au mépris du citoyen et des valeurs de la nation. Résultat, des crises politiques et institutionnelles qui reviennent de manière quasi cycliques.

Concrètement, il s'agit tout d'abord de faire l'état des lieux du paysage politique malien, fort d'une centaine de partis politiques. En réalité, ceux qui peuvent valablement porter l'étiquette de partis politiques ne peuvent dépasser la trentaine.

Le problème que l'on peut soulever, c'est tout d'abord le problème d'idéologie politique. Car oui, chaque parti politique est motivé par une idéologie qu'il est tenu de respecter de manière quasi religieuse.

Or, il est aisé de remarquer que l'écrasante majorité des partis politiques au Mali, n'adopte une idéologie que dans la forme. Ce qui donne, particulièrement en période électorale, des alliances que l'on surnomme de « contre natures » entre des formations politiques qui sont aux extrêmes sur le plan idéologique.

Sauf qu'également, l'élite politique n'aura pas fait l'effort, selon toute vraisemblance, de dégager une ou des idéologies selon les réalités sociétales du pays tout en prenant en compte la compréhension générale même du citoyen.

Ce dernier, au lieu d'être au cœur du système, est perçu comme un moyen afin d'accéder à tout poste électif. A l'approche de chaque scrutin, l'on se mue en bienfaiteur distribuant présents de toutes sortes, afin d'avoir le vote. Il est important que les partis politiques déclarent publiquement et de manière assez constante l'idéologie politique à laquelle ils appartiennent tout en l'expliquant de manière claire à la masse publique.

Source: L'Alternance

Suite page 3

PAREM :

Des résultats prometteurs pour des élections sans faille

Des acteurs politiques et des représentants de la société civile ont discuté début avril de différentes problématiques liées au processus politique et électoral. Le Projet d'Appui aux Réformes et aux Élections au Mali (PAREM) est une initiative visant à accompagner la transition politique du Mali.

Il intervient dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet d'appui à la prévention de la violence électorale et à la promotion de la gouvernance.

De plus, ledit projet est financé par le Fonds pour la consolidation de la paix (PBF) des Nations Unies et intégré au Projet conjoint d'Appui aux Réformes et aux Élections mis en œuvre par le PNUD, la MINUSMA et ONUFEMMES.

Pour mieux concrétiser l'initiative, une rencontre d'échanges a été organisée en début du mois d'avril entre les partis politiques et les représentants des populations sur le renforcement du dialogue et la prévention des conflits et violences liés aux processus politiques et électoraux au Mali.

En présentant les résultats des travaux, Ibrahima Bamba a rappelé l'objectif général de la rencontre d'échanges. Selon lui, elle vise à informer les participants sur l'évolution du processus électoral, à faciliter un dialogue apaisé sur les polémiques et craintes,

à recueillir les recommandations et revendications des participants afin d'établir un ordre de priorité dans les mesures d'atténuation à entreprendre par les partis politiques signataires du code de bonne conduite et les représentants des populations.

Après avoir entendu des communications introductives et des débats approfondis sur le bilan de l'évolution du processus électoral et des réformes entreprises en vue des élections à venir ainsi que le bilan des consultations régionales...

Les participants à la rencontre ont recommandé de veiller à la sécurisation du processus électoral, ainsi qu'au respect des droits de l'homme au Mali.

Ils ont également recommandé de redynamiser le comité de suivi de l'accord de paix, de tenir compte des préoccupations des populations dans le nouveau découpage territorial, de procéder à la remise des cartes biométriques à temps et à toutes les personnes ayant l'âge de voter,

de créer un climat de confiance dans une démarche inclusive entre les parties prenantes par rapport à l'élaboration du fichier électoral, de veiller au respect strict du chronogramme électoral (référendum et élections) et de revoir la loi électorale pour la prise en compte des personnes déplacées.

De leur côté, les partis politiques ont suggéré de sensibiliser les populations aux réformes politiques/institutionnelles et à la participation au processus électoral, de sensibiliser et de former les militants sur les réformes politiques en cours et la nouvelle loi électorale, de sensibiliser les populations à la participation aux votes, de former les militants des partis politiques sur le civisme et la non-violence et de sensibiliser les acteurs politiques au respect strict du code de bonne conduite et le code électoral.

Les Organisations de la Société Civile demandent le renforcement de l'éducation civique et électorale afin d'augmenter le taux de participation. Présents à cette cérémonie de clôture, Ahmed Diallo, représentant de l'Association de Formation et d'Appui au Développement (AFAD) et Brahim Coulibaly, Conseiller Technique du ministère de l'Administration Territoriale, ont tous deux exprimé leur satisfaction quant à la tenue de la rencontre.

Ils ont également espéré que les résultats permettront la réussite des réformes et des opérations référendaires et électorales en cours au Mali, ainsi qu'une large campagne de sensibilisation et d'information sur le projet de nouvelle constitution.

Source Malikilé

Konrad-Adenauer-Stiftung e. V.

Ulf Laessing, Directeur régional programme Sahel
basé à Bamako

Aminata Traore, Assistante de Programmation /
rédactrice en chef de la revue de presse

Bureau du programme Régional Sahel / Bamako

www.kas.de/Sahel

https://twitter.com/KAS_Sahel

<https://www.facebook.com/KAS.Sahel>

Ulf.laessing@kas.de / Aminata.traore@kas.de

Badalabougou - Est
Bamako/Mali
B.P. E 1247
Téléphone:
+223-20.23.00.36
Info.bamako@kas.de
www.kas.de/sahel

www.kas.de